



PEACE BUILDING FUND - RDC (PBF)

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP) N° 11363

Rapport de mise à jour trimestriel

Période couverte (Trimestre)	Janvier à Mars 2012		
Numéro du projet et le titre du projet	« Community Recovery and Reintegration Programme »CRRP. 00074113		
Agence bénéficiaire:	PNUD		
Partenaires d'exécution (Agence Gouvernementale, Agences NU, Organisations de la Société Civile)	Organisations de la société civile : <ul style="list-style-type: none"> - Sud Kivu : AVUDS, AVREO, CARITAS Bukavu, PLD - Nord Kivu : CARITAS DEVELOPPEMENT, OIM, CARE INTERNATIONAL, SOPREDU, ETN, BLESSES DE GUERRE, - Maniema : AVD, FORECAP, , LDM - Ituri : ADRA, OIM, FAO, CARITAS 		
Date d'approbation par le Comité de Pilotage:			
Budget total alloué	4.405.342 dollars US		
Fonds engagés du budget total alloué¹	100.000 dollars US	% de fonds engagés / budget total alloué:	X
Fonds dépensés² du budget total alloué:	2.962.385 US\$	% de fonds dépensés / budget total alloué:	X
Date de clôture prévue:	Fin juin 2012	Retard éventuel (mois):	Jusque décembre 2012
Domaine d'investissement : Résultats stratégiques (effets sectoriels):	Domaine de priorité d'investissement : Résultat stratégique (Cadre stratégique du FCP) :		

¹ Fonds engagés sont définis comme des contrats légaux pour des services, des travaux tels que régis par les procédures et réglementations financières des agences

² Paiement (services, travaux) sur les engagements.

Indicateurs pour mesurer les effets		
Résultats immédiats (= produits projet) avec référence aux indicateurs:	<p>Résultat attendu 1 : Produit attendu 1.1. Leçons tirées à travers une évaluation des programmes DDR dans l'Ituri, le Maniema, le Nord et le Sud-Kivu:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nécessité, pour les activités qui passent d'une année à l'autre, de finaliser les ajustements budgétaires avant la fin de la première année afin d'espérer disposer des fonds nécessaires aux activités au premier trimestre de l'année suivante. - Les séances d'évaluation des risques et contrôles financiers périodiques (Spots Check) auprès des partenaires de mise en œuvre du Maniema ont confirmé la faiblesse de plusieurs ONG en matière de calendrier d'exécution des projets, calendrier et formats des rapports, procédures et délais de clôture des projets, capacité d'absorption des fonds. - Le manque de clarté et de célérité sur la position du gouvernement sur le processus DDR pendant plusieurs mois a entraîné, pendant plusieurs mois, un flottement dans la programmation et le démarrage de toutes les activités de réinsertion socio-économiques des XC et membres des communautés d'accueil. <p>Réalisations accomplies :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Révisions budgétaires préparées dès le mois de janvier 2012, ASL demandé et accordé à la mi-mars 2) Résultats de l'évaluation des capacités et des risques de partenaires figurent désormais parmi les préalables à la signature des contrats. Les partenaires sont soumis aux Spots check deux fois par an et l'application des recommandations suivie. 3) Le Senior management du PNUD s'est impliqué dans les négociations avec le Ministère de la défense pour obtenir le déblocage du processus DDR. 	<p>Contrainte(s) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Difficulté de rompre les contrats avec les ONG défaillantes compte tenu de la complexité des procédures. - Le ministère de la Défense a interdit (oralement) à la FARDC de s'engager encore dans les activités de DDR <p>Solution(s) Proposée(s) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un suivi de proximité des ONG partenaires a été institué pour obtenir l'accélération de l'exécution des projets en souffrance. - Compte tenu de la position gouvernementale (Ministère de la Défense), le PNUD entame une réflexion approfondie sur le futur du programme DDR actuel afin de proposer de nouvelles approches.
	<p>Résultat attendu 2 : Produit attendu 1.2. 818 ex combattants et 273 membres de leur communauté réintégrés sur le plan économique dans les territoires de MASISI et RUTSHURU, BENI, LUBERO</p> <p>Réalisations accomplies :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) 235 XC (soit 57%) dont 51 femmes XC (soit 21% de femmes) du Nord-Kivu réintégrés en 2011 ont bénéficié d'un appui-conseil pour leur activité économique en 2012 (constitution d'une épargne au sein d'un groupe solidaire ou dans une coopérative). 	<p>Contrainte(s) :</p> <p>La suspension actuelle des opérations de démobilisation ne permet pas d'évoluer vers l'objectif fixé</p> <p>L'inaccessibilité des certains axes qui n'a pas favorisé le projet à atteindre tous les coins à la recherche des ex-combattants démobilisés comme par exemple à Pinga et dans le Sud ouest de Lubero ainsi que pour la population riveraine du parc.</p>

	<p>2) 96 ex combattants et 34 vulnérables des territoires de Kalehe et Walungu au Sud-Kivu, complètement réinsérés par le biais des projets familiaux ou communautaires de développement des AGR</p>	<p>Solution(s) Proposée(s) :</p> <p>Les discussions avec le Ministère de la Défense concernant l'implication de la FARDC dans le processus de démobilisation des éléments résiduels continuent, car sans eux la démobilisation et par conséquent la réinsertion, n'est pas possible</p>
<p>Les capacités locales de production, de stockage et de commercialisation sont renforcées dans les aires d'intervention du programme</p>	<p>Résultat attendu 3 : Produit attendu 1.3. Des activités économiques prometteuses identifiées et développées</p> <p>Réalisations accomplies :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Poursuite des travaux de réhabilitation du Pont LUILA de 32 m de portée sur l'axe Kindu- Kasongo, pour l'écoulement de la production de 7500 ménages agricoles du territoire de Kasongo dans la province du Maniema, soit 69 % d'exécution physique réalisés. 2) Plus de 500 personnes parmi lesquelles 164 Ex-combattants développement les activités économiques grâce à l'appui technique et matériel couvrant les domaines de l'agriculture, élevage, moulins, décortiqueuses, transformation agroalimentaire de l'huile de palme, pisciculture, coiffure, maçonnerie, coupe et couture, briqueterie... 3) La production de 210 ménages de l'axe Kindu-Lueki écoulée vers les centres de consommation par le biais d'une baleinière communautaire de 40 T dont la gestion est assurée depuis février 2012 par un comité de gestion communautaire issu des groupements villageois de producteurs . 	<p>Contrainte(s) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les travaux sur le pont Luila, exécutés à 40% par rapport au montant perçu, ont été suspendus pendant plus de trois mois. Les autorités provinciales ont exigé que l'entrepreneur soit payé pour la deuxième tranche, compte tenu de l'importance stratégique de l'axe routier Kasongo-Kindu, relié par le pont. - Les visites de terrain PNUD/Office des Routes/Ministère des Travaux Publics Maniema ont identifié des faiblesses techniques de l'ONG partenaire (équipement insuffisant, matériaux en quantité insuffisante par rapport au montant perçu...) <p>Solution(s) Proposée(s) :</p> <p>L'Ingénieur BTP du PNUD basé à Bunia a été, à partir de mars 2012, affecté à Kindu pour assurer le suivi de proximité du chantier du Pont Luila, en collaboration avec l'Office des Routes et le Ministère provincial des Travaux Publics et Infrastructures</p>
	<p>Résultat attendu 4 : Produit attendu 1.4. Des programmes de formation pour les activités prometteuses développées.</p> <p>Réalisations accomplies :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Finalisation de la réhabilitation de 2 écoles primaires: équipées permettent aux jeunes filles et garçons de Aru, en Ituri, d'avoir des meilleures conditions d'accès à l'éducation et sont dotées des comités des parents fonctionnels 2) 3 dortoirs sont réfectionnés à la prison centrale de Bunia, en ituri, pour les femmes et les mineurs 	<p>Contrainte(s) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inaccessibilité de certains sites de projets due aux contraintes sécuritaires (exigence d'escorte) et au mauvais état des routes rendant le respect des délais de mise en œuvre de projet élastique et le reporting à temps difficile - Faible taux de fréquentation des Centres d'apprentissage professionnels réhabilités et équipés <p>Solution(s) Proposée(s) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire faire le suivi et la certification de l'avancement des travaux par les services techniques de l'administration de l'Ituri - L'accompagnement du PNUD doit être accru en vue de l'autonomisation progressive de ce centre et de la prise en charge par les communautés (Mutuelle de solidarité...)

	<p>Résultat attendu 5 : Produit attendu 1.11. Réconciliation à la base et sentiment de confiance érigés et consolidés</p> <p>Réalisations accomplies :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Les Comités locaux de paix et développement (CLPD) dans Walikale et Beni installés sont redynamisés, les conflits d'héritage, les limites entre les groupements (Bambuba-Kisiki et Batangi-Mbau au Nord-Kivu, les limites de concession des CECAZO et la structure sanitaire, les redevances coutumières à Iringeti sont résolus. 2) Le bureau de coordination de la société civile a été renforcé, et le nouveau comité (25 membres) mis en place au Nord-Kivu. 3) 1000 ménages de déplacés (dont 75 hommes et 925 Femmes) sont intégrés dans la communauté en territoire de Walungu, province du Sud-Kivu 4) 10 Mutuelles de solidarité MUSO regroupant 150 membres à Bunyakiri et Bitale ; 20 à Burahle, 65 à Ikoma, 10 à Lurhala et 5 à Mulamba (Sud-Kivu) sont fonctionnelles et leurs membres pratiquent l'épargne, le crédit et l'entraide à partir de leurs propres ressources. 	<p>Contrainte(s) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La faible capacité des autorités provinciales et locales à s'approprier le processus - En dépit des efforts engagés pour assurer une appropriation des activités par les autorités à travers différents mécanismes mis en place avec les administrateurs de territoire (Comités Locaux d'Examen des Projets, Comités Conjointes de Suivi, Comités Techniques de Suivi, Comités Villageois de Développement et Comité Locaux de Développement), le niveau d'appropriation observé reste timide. L'absence de cette responsabilisation et de l'appropriation a fragilisé le bon déroulement des micro-projets. <p>Solution(s) Proposée(s) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans la mesure du possible, prendre en compte, lors de la formulation des PTA, les immenses besoins en renforcement des capacités des animateurs de l'administration territoriale - Développer des stratégies et mécanismes de rapprochement entre Institutions de Micro Finance et MUSO, ces dernières agissant en tant que formes d'entraide et de solidarité et approche populaire pour le financement de groupe - Approfondir avec le PASMIF (Programme Microfinance) la réflexion sur la question du financement des activités économiques de démarrage pour les bénéficiaires accompagnés par le CRRP/PBF, à travers différents mécanismes innovants (ressources affectées, fonds de garantie, fonds d'assurance
<p>Réalisations accomplies par rapport aux prévisions avec référence aux indicateurs des résultats stratégiques (effets sectoriels)</p> <p><u>Note :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Expliquez brièvement (4 to 5 constats au maximum) dans quelle mesure la performance du projet de 'livrer les produits attendus' contribue aux résultats du PMP ? - Qu'est ce qui a été prévu d'atteindre en fin 2012, et qu'est ce qui a été réalisé mi-parcours? - Donnez des bonnes et des mauvais exemples de vos pratiques des projets? - Comment vous allez améliorer la performance des projets d'atteindre les résultats escomptes? 		